

Pourquoi lâ??ONU est-elle impuissante Ã Gaza ?

Description

Lâ??ONU a un bilan mÃ©diocre en matiÃ¨re de lutte contre les guerres et le nettoyage ethnique, mais lâ??histoire montre que sa puissance dÃ©pend de celle de ses Ã©tats membres.

Par Sean Mathews, le 19 septembre 2025



Des Palestiniens ramÃ¨nent lâ??aide humanitaire depuis le centre de distribution situÃ© prÃ¨s du poste-frontiÃ¨re de Zikim, le 4 aoÃ»t 2025. (Photo : Omar Ashtawy/APA Images)

En 1956, des soldats de la paix armÃ©s des Nations Unies ont Ã©tÃ© dÃ©ployÃ©s pour la premiÃ¨re fois dans lâ??histoire. Leur destination Ã©tait le SinaÃ¯ et la [bande de Gaza](#), alors contrÃ´lÃ©e par lâ??[Ã©gypte](#), en rÃ©ponse Ã une attaque conjointe [britannique](#), franÃ§aise et israÃ©lienne contre le canal de Suez en Ã©gypte.

Alors que les atrocitÃ©s commises par [IsraÃ©l](#) Ã Gaza sÃ©intensifient et que lâ??ONU se prÃ©pare pour sa 80e AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale, nombreux sont ceux qui se demandent ce que lâ??organisation internationale peut faire Ã Gaza aujourdÃ©hui et pourquoi elle nÃ©en fait pas davantage.

Bien que la crise de Suez soit trÃ¨s diffÃ©rente de la situation Ã Gaza, le dÃ©ploiement de la Force d'urgence des Nations unies offre des enseignements pertinents pour aujourdÃ©hui sur la maniÃ¨re dont lâ??ONU peut agir.

Les Ã©tats-Unis ont apportÃ© leur soutien inconditionnel Ã lâ??attaque israÃ©lienne contre Gaza, que de plus en plus d'experts juridiques et d'universitaires qualifient de gÃ©nocide. Ils ont utilisÃ© leur droit de veto, comme ils lâ??ont fait Ã nouveau vendredi, au moins six fois au Conseil de sÃ©curitÃ© de lâ??ONU pour bloquer les rÃ©solutions appelant Ã un cessez-le-feu et Ã un accÃ©s inconditionnel Ã lâ??aide humanitaire pour les Palestiniens.

Mais en 1956, le Conseil de sÃ©curitÃ© de lâ??ONU Ã©tait Ã©galement dans lâ??impasse parce que deux agresseurs, la Grande-Bretagne et la France, disposaient d'un droit de veto. Lâ??AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale des Nations unies a contournÃ© le Conseil de sÃ©curitÃ© en invoquant la rÃ©solution de 1950, Ã« Unir pour la paix Ã», afin de dÃ©ployer des forces de maintien de la paix malgrÃ© leurs objections.

Le Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations unies a le pouvoir d'autoriser le dÃ©ploiement de forces de maintien de la paix et d'imposer des sanctions en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations

unies.

Il est certain que l'un des facteurs qui a joué en faveur de l'Assemblée générale en 1956 était le soutien massif des États-Unis. Le président américain Dwight Eisenhower s'attendait à l'attaque conjointe britannique, française et israélienne contre l'Égypte.

L'ONU disposait également d'un secrétaire général audacieux, Dag Hammarskjöld, qui a réussi à convaincre les membres non alignés de l'Assemblée générale de déployer des forces de maintien de la paix, ce que l'Égypte a volontiers accepté.

Mais Israël et les États-Unis sont réticents à internationaliser Gaza de cette manière, selon les diplomates et les experts.

La leçon à tirer pour Gaza aujourd'hui est que l'Assemblée générale des Nations unies peut contourner le Conseil de sécurité si elle en a la volonté et l'habileté politique. En fin de compte, cependant, son efficacité dépend de celle de ses États membres, selon les experts.

Génocide

Le bilan des États membres de l'ONU en matière de prévention des génocides est globalement médiocre.

« Il est au mieux mitigé », a déclaré Martin Shaw, professeur émérite de l'université du Sussex et expert en génocide, à Middle East Eye.

Dans le cas des génocides au Rwanda et en Bosnie, l'ONU n'a pas officiellement déclaré que les génocides avaient eu lieu après coup.

Dans le cas du Rwanda, l'inaction était particulièrement flagrante, car Roméo Dallaire, commandant d'une mission de maintien de la paix de l'ONU largement armée dans le pays à l'époque, avait averti plusieurs reprises qu'un génocide était sur le point de se produire, mais l'ONU n'avait pas réagi.

Selon les responsables palestiniens de la santé, au moins 65 000 Palestiniens, principalement des femmes et des enfants, ont été tués par les attaques israéliennes depuis l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre contre le sud d'Israël.

L'enclave a été réduite en ruines, le ministre israélien des Finances se vantant ouvertement des bombardements israéliens et de la démolition des maisons palestiniennes, ouvrant la voie à un projet immobilier et à la colonisation de Gaza.

L'organe d'enquête suprême des Nations unies sur la [Palestine](#) et [Israël](#) a statué mardi qu'Israël était coupable de [génocide à Gaza](#), dans la déclaration la plus péremptoire à ce jour.

Shaw estime qu'il s'agit d'une des principales différences entre le génocide à Gaza et les autres génocides de l'histoire moderne.

« Gaza est différent parce que ce n'est pas que l'ONU ait tardé à reconnaître le génocide. C'est le fait que les États-Unis y participent effectivement, avec des armes et un soutien politique », explique-t-il à MEE.

Les Nations unies ne parviennent pas à mettre fin aux génocides pour deux raisons, selon les experts.

La première raison est que les grandes et petites puissances ne sont pas intéressées par une intervention dans des pays étrangers. Ce fut le cas au Darfour au début des années 2000, lorsque le gouvernement soudanais et son allié, les Janjawids, ont massacré des groupes ethniques non arabes.

Les États-Unis ont en fait rapidement reconnu qu'un génocide était en cours, publiant une déclaration en septembre 2004. Puis, l'intérêt des États-Unis s'est estompé. Cela n'a pas empêché l'intervention, mais cela n'a pas aidé non plus.

Les grandes puissances étant distraites, on aurait pu s'attendre à ce que ce soit l'occasion idéale pour l'ONU d'intervenir.

Finalement, l'Union africaine a déployé quelques centaines de soldats de la paix à la fin de 2004. L'ONU n'a officiellement autorisé une mission de maintien de la paix qu'en 2006, une fois que les atrocités ont commencé à s'atténuer.

Une Assemblée générale divisée

Alexandra Novosseloff, experte en matière de maintien de la paix à l'ONU au Centre Thucydide à Paris, indique à MEE que les exemples précédents de nettoyage ethnique et d'intervention de l'ONU soulignent l'importance des États-nations.

« Ce n'est pas l'ONU en tant qu'organisation qui échoue, mais les États membres de l'ONU. L'ONU offre un éventail complet d'options ; elle peut sanctionner et former une coalition de volontaires pour des opérations de maintien de la paix », explique-t-elle.

Alors que les attaques israéliennes à Gaza s'intensifient avec une offensive dévastatrice en cours dans la ville de Gaza, la réponse des États membres dans leur ensemble, a déclaré M. Novosseloff, a été mitigée.

La mesure la plus importante qui sera prise à l'Assemblée générale la semaine prochaine concernant les Palestiniens sera la pression exercée par la France, membre du Conseil de sécurité, et l'Arabie saoudite pour que les membres reconnaissent un État palestinien.

« Bien sûr, toute action concernant Gaza est entravée par la menace d'un veto au Conseil de sécurité de la part des États-Unis et de leurs alliés, mais il y a aussi l'Assemblée générale. Jusqu'à présent, aucune résolution n'a été présentée pour une action concrète dans ce domaine », a-t-elle déclaré. « L'Assemblée générale est divisée. »

L'histoire nous enseigne toutefois que sans l'intervention des grandes puissances utilisant la force militaire, il est très difficile pour l'ONU de réagir à un génocide.

En Bosnie, par exemple, les États-Unis se sont mobilisés après le massacre de Srebrenica en 1995. L'ONU avait déjà imposé un embargo sur les armes à la Serbie, qui n'avait pas réussi à mettre fin au massacre des Bosniaques musulmans.

En 1995, les États-Unis et leurs alliés ont commencé à armer les Croates chrétiens et les Bosniaques musulmans pour qu'ils ripostent contre les Serbes. L'OTAN a alors lancé des frappes aériennes contre la Serbie, invoquant un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU.

Doug Bandow, chercheur senior au Cato Institute, estime que la responsabilité des atrocités commises par Israël à Gaza ne revient pas à l'ONU, mais au plus proche allié d'Israël, les États-Unis.

« L'ONU n'a aucune force propre. Elle n'a pas pu empêcher le génocide au Rwanda, les massacres au Soudan ou les tueries au Liberia, il n'y a donc aucune raison de s'attendre à ce qu'elle puisse elle seule mettre fin à ce qui se passe à Gaza », a-t-il déclaré.

« La quasi-totalité de la responsabilité de la situation à Gaza incombe aux États-Unis, qui fournissent des armes et un soutien à Israël. Les États-Unis sont le premier soutien d'Israël et le deuxième obstacle à l'action de l'ONU », a-t-il déclaré.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine
Source : [Middle East Eye](#)

date création
2025/09/23